



# Revue de presse



Mercredi 13 Mars 2024



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

## **Réunion de la commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et du financement de la prolifération des armes de destruction massive**

La commission nationale d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, a tenu sa réunion ordinaire, sous la présidence du ministre des Finances, Laaziz Faïd, a indiqué, mardi, un communiqué du ministère.

La réunion, tenue au siège du ministère des Finances, en présence du secrétaire général du ministère de la Défense nationale, en sa qualité de vice-président de la commission, et de membres de cette instance, a été consacrée à l'examen de plusieurs points inscrits à l'ordre du jour et portant essentiellement sur les dispositions à caractère prioritaire prises pour le traitement des problématiques posées dans ce domaine, et la levée des réserves sur Groupe d'Action Financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord (GAFIMOAN) Dans son intervention à cette occasion, le ministre des Finances a cité les principales missions assignées à la commission, à savoir l'élaboration d'un rapport national sur l'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive, affirmant que ses missions englobaient aussi tous les aspects liés au suivi renforcé et la levée des réserves sur le Groupe.



**ALGÉRIE PRESSE SERVICE**

## [Pétrole: l'Opep maintient ses prévisions de croissance de la demande mondiale en 2024](#)

La demande mondiale d'or noir devrait encore connaître une croissance "robuste" en 2024, tirée par la Chine, et alimentée par les appétits pour le transport aérien, a indiqué l'Opep mardi dans son rapport mensuel sur le pétrole.

Le monde devrait consommer 104,5 millions de barils de pétrole par jour (mb/j) en moyenne en 2024, puis 106,3 mb/j en 2025, après 102,2 mb/j en 2023, laissant présager de nouveaux records, selon les nouvelles projections mensuelles de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), quasi-inchangées par rapport à celles publiées en février.



## [Blanchiment d'argent et financement du terrorisme : Laaziz Faïd préside une réunion du comité d'évaluation des risques](#)



Le ministre des Finances, M. Laaziz Faïd, a présidé une réunion du Comité national d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de prolifération des armes de destruction massive, en présence du Secrétaire général du ministère de la Défense nationale, qui est aussi vice-président du comité.

## **Blanchiment d'argent et financement du terrorisme : L'Algérie veille à consolider ses dispositifs de lutte**

L'évaluation rigoureuse des risques liés aux phénomènes de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive était à l'ordre du jour d'une réunion de suivi tenue hier au siège du ministère des finances à Alger, indique un communiqué officiel rendu public par les services de ce département ministériel.

Présidée par le ministre des finances, Laâziz Faïd, cette session ordinaire du comité national d'évaluation des risques de blanchiment d'argent, de financement du terrorisme et de financement de la prolifération des armes de destruction massive a ainsi permis d'aborder nombre de questions s'inscrivant dans le cadre des mesures prioritaires à prendre pour renforcer les dispositifs de lutte contre ces phénomènes, tout en veillant à lever certaines réserves soulevées en ce domaine par le groupe d'action financière pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, précise le même communiqué.

## **Algérie-France : 4 gros dossiers économiques sur la table**

La visite officielle du président de la République en France, qui aura lieu à la fin septembre, début octobre prochain, sera l'occasion pour les deux chefs d'Etat de revenir sur les perspectives économiques profitables aux deux pays. L'appel téléphonique reçu par Abdelmadjid Tebboune de son homologue français Emmanuel Macron, lundi, a permis aux deux chefs d'Etat d'évoquer des questions en rapport avec les relations bilatérales entre les deux pays et les sujets à dimension régionale et internationale, mais également de discuter des perspectives économiques communes profitables aux deux pays.

## **Banque d'Algérie : une agence ouverte à Timimoun**

Une agence de la Banque d'Algérie (BA) a été ouverte dans la wilaya de Timimoun dans le cadre du déploiement du réseau bancaire et l'impulsion de la dynamique de développement dans cette jeune wilaya, a-t-on appris, lundi, des services de la wilaya.

Dans son intervention lors de l'inauguration de cette institution, le wali de Timimoun, Souna Benamar, a mis en avant l'importance que revêt le déploiement de pareilles structures, notamment la Banque d'Algérie, dans le rapprochement des prestations bancaires des clients, entreprises et particuliers.



## Comment définir la souveraineté nationale

### Le défi permanent de Tebboune

L'Algérie peut être fière aujourd'hui de ses victoires successives, pour libérer le pays, pour préserver sa souveraineté nationale et pour construire son indépendance économique.

Si on limite la définition de la souveraineté nationale à la défense de l'intégrité territoriale, nous pouvons affirmer qu'après la libération du pays par l'ALN, l'ANP ayant fait de la défense nationale sa raison d'être, a réussi avec succès à garantir la souveraineté de la nation sur son espace géographique et face aux menaces persistantes au niveau régional renforce continuellement ses capacités de défense pour dissuader l'adversité de porter atteinte à cette souveraineté.



### Évolution du dinar face aux devises

À la Banque d'Algérie, l'euro s'annonce à 146.92 DA et à la vente à 146.95 DA. Quant au le dollar américain, il se fixe à l'achat à 134.30 DA et à la vente à 134.31 DA.

Pour le dollar canadien le taux affiche 99.61 DA à l'achat et à 99.66 DA à la vente. Et la livre sterling britannique son taux d'achat est à 172.47 sa vente à 172.51 DA.

## اجتماع اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وانتشار أسلحة الدمار الشامل

عقدت اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، اجتماعها العادي، برئاسة وزير المالية، لعزیز فايد، حسبما أفاد به اليوم الثلاثاء، بيان للوزارة.

وخصص هذا الاجتماع، الذي جرى بمقر وزارة المالية بحضور الأمين العام لوزارة الدفاع الوطني، بصفته نائب رئيس اللجنة وكذلك أعضاء هذه اللجنة، لدراسة ومناقشة مجموعة من النقاط المدرجة في جدول الأعمال، والتي تصب في باب التدابير ذات الأولوية المتخذة لمعالجة الاشكاليات المطروحة في هذا المجال، فضلا عن رفع تحفظات مجموعة العمل المالي لمنطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا.

وبالمناسبة، ألقى وزير المالية مداخلة ذكر بها بأهم المهام التي تضطلع بها اللجنة والمتمثلة في الاعداد للتقرير الوطني المتعلق بتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، مؤكدا أن المهام تشمل أيضا كل الجوانب المتعلقة بعملية المتابعة المعززة ورفع تحفظات مجموعة العمل المالي.

وأشار السيد فايد إلى مخرجات الاجتماع الأخير المنعقد بتاريخ 9 نوفمبر 2023، والتي أسفرت عن قرارات متعلقة بتعيين رئيس المشروع وتكليفه بمواصلة الأعمال مع تحديد أفواج العمل والإسراع في توفير الخبرة المتخصصة.

وذكر بأن استكمال عملية تقييم المخاطر على المستوى الوطني يعد من التدابير ذات الأولوية في مسار مطابقة المنظومة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل مع المعايير الدولية لمجموعة العمل المالي.



## لعزیز فايد يترأس اجتماع اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب

ترأس وزير المالية لعزیز فايد اليوم بمقر الوزارة اجتماع اللجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، في دورته العادية بحضور الأمين العام لوزارة الدفاع الوطني، بصفته نائب رئيس اللجنة، وكذلك أعضاء هذه اللجنة، حسب بيان للوزارة.



## تمديد الدفع على المكشوف لمؤسسات الصحة والتكوين المهني

### إجراء استثنائي لضخ الأجور بلا تأخير في رمضان

أصدرت وزارة المالية عدّة تعليمات لضبط عمليات دفع الأجور مطلع السنة الجارية، لمنع أي تأخر يتعلق بصبّ رواتب الموظفين، واعتمدت إجراء الدفع على المكشوف لشهري جانفي وفبري، في حين مدّدت الإجراءات لقطاعات الصحة والتكوين المهني إلى شهر مارس استثناء، لمنع أي تأخر في صبّ رواتب موظّفي هذه القطاعات خلال هذا الشهر الذي يتزامن مع رمضان، ويسبق عيد الفطر المبارك.

وحسب مراسلة صادرة عن المديرية العامة للميزانية بوزارة المالية، وتحديدًا المدير العام للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة تحمل ترقيم 033 مؤرّخة بتاريخ 10 مارس الجاري، فقد تم إصدار ترخيص، بصفة استثنائية، من أجل الدفع على المكشوف لشهر مارس لسنة 2024 لرواتب الموظفين والأعوان العموميين التابعين للمؤسسات العمومية تحت وصاية وزارة الصحة ووزارة التكوين والتعليم المهنيين.

RISQUES CLIMATIQUES ET INDEMNISATION  
DES AGRICULTEURS

# Le recours aux fonds publics en attendant la réforme

- La CNMA a appelé à la mise en place d'un nouveau dispositif pour prendre en charge le risque climatique
- Il s'agit pour la Caisse de passer d'une situation où l'Etat vient en aide aux agriculteurs ayant subi des dommages causés par des risques de calamités agricoles, non assurables (comme c'est le cas actuellement), à un système d'assurance des calamités agricoles.

En l'absence d'un dispositif d'assurance contre les risques climatiques dédié au secteur agricole, l'Etat continue de voler au secours des agriculteurs impactés par les calamités notamment la sécheresse et les inondations, et ce, en débloquant des aides spécifiques qui ne couvrent pas les pertes accusées. Les conséquences engendrées par les dernières inondations survenues à travers plusieurs régions du pays viennent encore rappeler la nécessité d'accélérer la réforme des assurances agricoles pour la mise en place d'un dispositif d'assurance contre les calamités agricoles (DACA), ce qui aurait pu éviter le recours aux mesures conjoncturelles. C'est le cas justement après les dernières instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a ordonné, lors de la réunion du Conseil des ministres le versement d'une indemnité de 50 000 DA durant le mois de ramadan au profit des agriculteurs impactés par les récentes inondations. Evoquant le principe de «justice sociale», le chef de l'Etat a en effet ordonné le versement d'une indemnité de 50 000 DA durant le mois de ramadan, et ce, «dans un délai maximal d'une semaine», de même qu'il a ordonné l'indemnisation des agriculteurs pour les pertes occasionnées par les récentes inondations par le biais de la CNMA. Faudrait-il rappeler dans ce sillage que la caisse a eu tout au long de ces trois dernières années particulièrement à prendre en charge et à gérer de nombreux dossiers dans ce cadre. Entre les incendies, les épisodes de sécheresse devenus récurrents et les inondations, ce ne sont pas les calamités qui ont manqué au cours de cette période. Effets des changements climatiques qui imposent une réflexion mais surtout des actions concrètes pour amorcer la réforme du système d'assurance agricole.



Siège social du CNMA situé à l'avenue Victor Hugo, Alger

## NOUVEAU DISPOSITIF

La CNMA a déjà travaillé dans ce sens appelant à la mise en place d'un nouveau dispositif pour prendre en charge le risque climatique. Il s'agit pour la caisse de passer d'une situation où l'Etat vient en aide aux agriculteurs ayant subi des dommages causés par des risques de calamités agricoles, non assurables (comme c'est le cas actuellement) à un système d'assurance des calamités agricoles. Théoriquement, la démarche s'articule autour des principes de rationalisation du recours aux fonds publics d'aide à l'agriculture et la responsabilisation de l'agriculteur face à ces risques pour les

prévenir et contracter une assurance. Elle devrait donc minimiser les dépenses de l'Etat dans ce cadre. L'autre avantage, selon la CNMA, c'est qu'elle offrira une opportunité d'accès facile aux crédits agricoles pour les agriculteurs et éleveurs. De même qu'elle contribuera à une meilleure traçabilité et suivi des soutiens et crédits octroyés par les institutions financières aux professionnels du secteur selon les explications fournies à maintes reprises par la caisse, et ce, d'autant que le Fonds de garantie contre les calamités agricoles (FGCA), créé en 1988 pour verser les aides d'urgence, a marqué ses limites, en raison de la lourdeur administrative

dans le traitement des dossiers d'indemnisation. D'où le retard dans la prise en charge de ces dossiers à chaque calamité. Dans certains cas, le traitement prend jusqu'à deux ans avec toutes les conséquences qui en découlent que ce soit pour les agriculteurs et les éleveurs où la CNMA. Cette dernière, par le biais de son premier responsable, Cherif Benhabib, a déjà tiré la sonnette d'alarme. «Nous ne pouvons plus continuer à compter que sur des indemnités. Il est grand temps de changer l'approche avec l'implication des assureurs et passer de la logique d'assistanat à une logique économique», a-t-il souligné en décembre dernier.

Samira Imadalou

**ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES**

# «Une monnaie unique pour le continent» de nouveau évoquée

*Jeudi dernier, à Dakar, s'est déroulée la première réunion annuelle de l'Association des banques centrales africaines (ABCA), à laquelle l'Algérie, parmi une cinquantaine d'autres pays du continent, est affiliée. Cette réunion a remis en lumière le «vieux rêve» de la création de la monnaie unique africaine. L'accent a été mis sur les «critères de convergence macroéconomique pour la monnaie unique».*

Parallèlement aux efforts déployés par plusieurs pays de tous les continents pour réduire l'usage du dollar dans les échanges commerciaux internationaux, et aux aspirations de nombreux pays africains à se libérer du franc CFA, l'ordre

financier mondial subit depuis quelques années — plus intensément qu'auparavant — des perturbations qui semblent présager un nouvel ordre mondial dans ce domaine. Dans ce contexte, l'ambition de créer des institutions financières et moné-

taires communes pour l'Afrique, un projet amorcé en 2005, est ravivée. L'Union africaine (UA) vise à établir d'ici 2045 une Banque centrale africaine, un Fonds monétaire africain, une Banque d'investissement africaine et une Bourse panafricaine pour soutenir l'intégration du continent. Ce projet, longtemps en attente, revêt désormais une importance stratégique pour les nations africaines. C'est lors de la réunion de la 3e session du Comité technique spécialisé de l'UA sur les finances et les affaires monétaires, en février 2019 à Yaoundé, que ce projet a été relancé. La Commission de l'UA a alors souligné l'importance de ces institutions pour la croissance économique et la diversification des économies africaines, ainsi que pour le succès de la Zone de libre-échange continentale (Zlecaf).

La réunion de la semaine dernière à Dakar, qui a abordé, entre autres, les critères de convergence macroéconomique pour la monnaie unique, s'inscrit dans le cadre des sessions ordinaires de l'organisation, qui ont lieu deux fois par an. Les objectifs annoncés de l'ABCA sont axés sur le développement de la coopération entre les banques centrales africaines dans les domaines monétaire, bancaire et financier, et la promotion, à l'issue d'un processus de convergence bien défini, de la création d'une monnaie unique et d'une banque centrale commune en Afrique. La Banque centrale africaine, prévue d'ici 2045, devrait établir une politique monétaire commune et une monnaie unique africaine pour stimuler l'intégration écono-

mique. Les critères de convergence, susceptibles d'être redéfinis, incluent des conditions considérées par certains experts financiers comme peu réalistes, telles qu'une inflation inférieure ou égale à 3%, un déficit budgétaire global également inférieur ou égal à 3%, et d'autres indicateurs économiques. Jusqu'à récemment, moins d'une vingtaine de pays remplissaient tous ces critères, et la réalité actuelle, après les bouleversements causés par la pandémie et l'inflation qui a suivi, rend encore plus difficile l'atteinte de ces objectifs. De plus, l'idée d'une monnaie unique pour des pays avec des écarts significatifs entre leurs PIB respectifs semble peu réaliste.

Des études ont montré que les conditions économiques et institutionnelles de l'Afrique ne sont pas encore propices à une union monétaire totale. Les principales préoccupations incluent la diversité économique du continent, les faiblesses institutionnelles, la dépendance des finances publiques vis-à-vis des banques centrales et l'absence de coordination politique. Il y a quelques années, des experts avaient suggéré une approche plus modeste, en se concentrant sur l'expansion des unions monétaires régionales existantes plutôt que sur une union continentale complète. Bien que l'objectif d'une monnaie africaine commune soit ambitieux et louable, il est essentiel de tenir compte des réalités économiques et politiques du continent.

**Azedine Maktour**



## ترخيص استثنائي لوزارتي الصحة والتكوين والتعليم المهنيين الدفع على المكشوف لرواتب الموظفين لشهر مارس 2024

قررت المديرية العامة للميزانية، حسب مقرر تحوز عليه "المساء"، الترخيص، بصفة استثنائية، من أجل الدفع على المكشوف لشهر مارس 2024، لرواتب الموظفين والأعوان العموميين التابعين للمؤسسات العمومية تحت وصاية وزارة الصحة ووزارة التكوين والتعليم المهنيين. وشددت على الأمرين بالصرف المعنيين، عند نهاية فترة الدفع على المكشوف، تقديم للمراقبين الميزانياتيين، بطاقات الالتزام لتسوية هذا الأخير، وللمحاسبين العموميين، حوالات تسوية الدفع على المكشوف لشهر مارس 2024.

وكان المدير العام للميزانية، أوضح في مراسلة موجهة للأمناء العامين للوزارات والمؤسسات العمومية، أن دخول الإطار الميزانياتي الجديد بموجب القانون العضوي رقم 18-15 المؤرخ في 2 سبتمبر 2018، المتعلق بقوانين المالية، المعدل والمتمم، حيز التنفيذ، ابتداء من جانفي 2023، يقتضي الالتزام الصارم بأجال الرزنامة الميزانية والاجراءات المحددة في التشريع والتنظيم الساريين، وهذا من أجل ضمان تنفيذ ميزانية البرامج لسنة 2024 في أفضل الظروف.

زين الدين. ز

## برئاسة وزير المالية ونياية الأمين العام لوزارة الدفاع اجتماع لجنة تقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب

• ترأس وزير المالية، لعزیز فايد، أمس، اجتماعا للجنة الوطنية لتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، في دورة عادية بحضور الأمين العام لوزارة الدفاع الوطني، بصفته نائب رئيس اللجنة.

وضمن المناقشات، وفق البيان، مقترحات من أجل التعجيل في إعداد التقرير الوطني لتقييم المخاطر، ومواءمة المنظومة الوطنية مع المعايير الدولية المطبقة كما حددتها مجموعة العمل المالي، إلى جانب عرض رئيس خلية معالجة الاستعلام المالي خطة عمل الخلية بخصوص إجراءات المتابعة المعززة مع مجموعة العمل المالي. ومن أهم مخرجات هذه الدورة، وفق المصدر نفسه، إثراء ودعم تركيبة فرقة العمل الدائمة متعددة القطاعات المكلفة بمتابعة هذا الملف بصفة منتظمة، وذلك من خلال وضع ورقة طريق دقيقة من حيث الأهداف والأجال. واستعرض الوزير أيضا "أهم المهام التي تضطلع بها اللجنة والمتمثلة في الإعداد للتقرير الوطني المتعلق بتقييم مخاطر تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل"، مؤكدا على أن المهام تشمل أيضا كل الجوانب المتعلقة بعملية "المتابعة المعززة ورفع تحفظات مجموعة العمل المالي". كما ذكر عضو الحكومة بأن استكمال عملية تقييم المخاطر على المستوى الوطني يعد من التدابير ذات الأولوية في مسار مطابقة المنظومة الوطنية لتبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل مع المعايير الدولية لمجموعة العمل المالي، "ما سيسمح بالخروج بنتائج واضحة لمخاطر غسل الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل، ويؤسس لفهم موحد وشامل للمخاطر ويمكن من وضع السياسات الملائمة للححد لهذه المخاطر". ونوه وزير المالية بأهمية وحساسية موضوع متابعة جميع التحفظات ومعالجتها بصفة مستعجلة، فضلا عن تدارك النقائص المسجلة، مبرزا ما تتطلبه هذه العملية من استجابة كبيرة وتفاعلية من كل الأطراف المعنية، بغية توفير البيانات والمعلومات المطلوبة لمحاربة تبييض الأموال وتمويل الإرهاب وتمويل انتشار أسلحة الدمار الشامل.

## القرار يخص موظفي "التكوين" و"الصحة" صباً أجور شهر مارس على المكشوف

● رخصت وزارة المالية استثنائياً الدفع على المكشوف لراتب شهر مارس الجاري للموظفين والأعوان العموميين التابعين للمؤسسات العمومية تحت وصاية وزارة الصحة ووزارة التكوين والتعليم المهنيين، دون القطاعات الأخرى التي تتلقى راتبها لهذا الشهر بالمصروفة الأولية المؤشر عليها من طرف المراقب الميزانياتي.

أشارت وزارة المالية طبقاً للمقرر رقم 033/1485 المؤرخ في العاشر مارس الجاري والصادر عن المديرية العامة للميزانية والمديرية العامة للخزينة والتسيير المحاسبي للعمليات المالية للدولة التابعتين لوزارة المالية، إلى منح ترخيص بعد موافقة وزير المالية وبصفة استثنائية من أجل الدفع على المكشوف لشهر مارس الجاري لرواتب الموظفين والأعوان العموميين التابعين للمؤسسات العمومية تحت وصاية وزارة الصحة ووزارة التكوين والتعليم المهنيين، دون القطاعات الأخرى للتوظيف العمومية التي يتلقى موظفوها أجورهم لهذا الشهر بعد تأشير إداراتهم على الميزانية الأولية لهذا العام وكذا المصروفة أو ما يعرف بالجدول السجلية، كون الاعتمادات قد أرسلت إلى مختلف الإدارات منذ شهر جانفي الفارط، بعدما تحصل جميع الموظفين لمختلف القطاعات على أجورهم لشهر جانفي وفيفري على المكشوف دون الحاجة للمصادقة على المصروفة لتسديدها، وألزمته الوزارة الأمرين بالصرف المعنيين

عند نهاية فترة الدفع على المكشوف بتقديم المراقبين الميزانياتيين لبطاقات الإلزام من أجل تسوية الدفع على المكشوف وللمحاسبين العموميين لحالات تسوية الدفع على المكشوف، مؤكدة أن هذا الترخيص لا يعني الأمرين بالصرف للمؤسسات العمومية التي تم التأشير على المصروفات الأولية بعنوان سنة 2024 من طرف المراقبين الميزانياتيين المعنيين.

ويأتي هذا الترخيص من أجل تقادي تأخر تسديد أجور بعض القطاعات التي تعطل مسؤوليها في المصادقة على الميزانية والمصروفات الأولية للعام الجاري، بعد اقضاء الترخيص الأول الذي يخص شهري جانفي وفيفري، كون الفترة تزامنت مع شهر رمضان الفضيل.

من جهة أخرى، أكدت وزارة المالية طبقاً للقرار رقم 61 المؤرخ في التاسع مارس الجاري المعدل للقرار رقم 15 المؤرخ في 9 مارس 2023 المتضمن تفويض صلاحية الموافقة على ميزانيات المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري والمؤسسات العمومية المماثلة تحت الوصاية إلى المراقبين الميزانياتيين المعدل والمتمم لاسيما المادة الثالثة منه، على تعديل هذه المادة بتفويض إلى المراقبين الميزانياتيين الآخرين على مستوى البلديات صلاحية الموافقة على ميزانيات المؤسسات العمومية ذات الطابع الإداري والمؤسسات العمومية المماثلة الملحقة بمصالحهم لتفادي تأخر تجسيد العملية.

ب. وسيم



وزارة المالية  
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?  
Contactez nous sur :

✉ [dc@mf.gov.dz](mailto:dc@mf.gov.dz)

☎ Poste: 2784

[www.mf.gov.dz](http://www.mf.gov.dz)



@MFinance\_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES  
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger